



COMITÉ PERMANENT INTER-ÉTATS DE LUTTE
CONTRE LA SÉCHERESSE DANS LE SAHEL

PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

COMITÉ PERMANENTE INTER-ESTADOS
DE LUTA CONTRA A SECA NO SAHEL

اللجنة الدائمة المشتركة لمحاربة التصحر في الساحل

Acquis du CILSS
dans la Capitalisation et le
partage de bonnes pratiques
et expériences de **GESTION
DURABLE DES TERRES/
CHANGEMENT CLIMATIQUE,
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
ET NUTRITIONNELLE, ET
MAÎTRISE DE L'EAU**



Année 2023

50 ans d'engagement au service des populations
sahéliennes et ouest-africaines

**ACQUIS DU CILSS DANS LA CAPITALISATION
ET LE PARTAGE DE BONNES PRATIQUES
ET EXPÉRIENCES DE GESTION DURABLE
DES TERRES/CHANGEMENT CLIMATIQUE,
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE,
ET MAÎTRISE DE L'EAU**

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	5
1. INTRODUCTION GÉNÉRALE	7
1.1. Contexte général	7
1.2. Bref rappel historique de la capitalisation au CILSS	9
1.3. Stratégie de mise en oeuvre et approche méthodologique	10
2. PRINCIPAUX ACQUIS CAPITALISÉS PAR LE CILSS	11
2.1. Acquis dans le domaine de la Capitalisation des bonnes pratiques et expériences	11
3.2. Acquis en matière de partage, diffusion, valorisation/renforcement des capacités	22
3. IMPACTS ET CHANGEMENTS INDUITS	28
4. CONCLUSION ET PERSPECTIVES	30
4.1. Une stratégie intégrée de capitalisation des connaissances pour le système CILSS	30
4.2. Mise à l'échelle	32
5. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	33
ANNEXES	34
Annexe 1 : Liste des projets consultés	34
Annexe 2 : Liste des bonnes pratiques et expériences capitalisées	36

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ARID	Association Régionale sur l'Irrigation et le Drainage
AGIR	Alliance Globale pour les Initiatives de Résilience
AGROSOC	Programme majeur « Recherches agro-socio-économiques »
AP3A	Projet Alerte Précoce et Prévision des Productions Agricoles
BRICKS	Building Resilience Through Innovation, Communication and Knowledge Services Project
CCCA	Cadre stratégique de sécurité alimentaire durable dans une perspective de lutte contre la pauvreté
CH	Cadre Harmonisé
CILSS	Comité Permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CIS	Centre for International Cooperation
COAHP	Comité Ouest-Africain d'Homologation des Pesticides
CRSPAO	Comité Régional des Semences et Plants d'Afrique de l'Ouest
ENRACCA-WA	Enhancing the resilience and adaptive capacity to climate change through integrated land, water and nutrient management in semi-arid West Africa
FERSOL	Projet gestion de la Fertilité des Sols
FFEM/CC	Projet intégration de l'adaptation au changement climatique dans les secteurs de l'agriculture et de l'eau en Afrique de l'Ouest
FLCD-RPS	Lutte contre la Désertification pour la Réduction de la Pauvreté au Sahel-Fonds Italie
FSTP	Programme thématique de sécurité alimentaire
GCCA	Alliance mondiale contre le changement climatique
INSAH	Institut du Sahel
IRAM	Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement
IREM/LCD	Programme Initiative Régionale Environnement Mondial et Lutte Contre la Désertification
IRG	International Resources Group
LCD	Lutte Contre la Désertification
NUSAPPS	Nutrition, Sécurité Alimentaire et Politiques Publiques au Sahel
P2RIAS	Projet de développement de la Résilience contre l'Insécurité Alimentaire dans le Sahel
P2RS	Programme de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel

PAACC	Projet d'Appui aux capacités d'Adaptation aux Changements Climatiques au Sahel
PAGR-SANAD	Projet d'Appui à la Gouvernance Régionale de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et l'Agriculture Durable
PARIIS	Projet d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel
PASR/AO	Programme d'Action Sous Régional de lutte contre la désertification en Afrique de l'Ouest et au Tchad
PESah	Pastoralisme et Environnement au Sahel
PRADPIS	Programme Régional d'Appui au Développement de la Petite Irrigation au Sahel
PRAPS	Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel
PREDAS	Programme Régional de Promotion des Énergies Domestiques et Alternatives au Sahel
PREDIP	Projet Régional de Dialogue et d'Investissement pour le Pastoralisme et la transhumance au Sahel et dans les pays côtiers de l'Afrique
PREGEC	Prévention et Gestion des Crises
PRGDT	Programme Régional de Gestion Durable des Terres et d'adaptation aux changements climatiques au Sahel et en Afrique de l'Ouest
PRISMA	Projet de recherche et d'innovation pour des systèmes agro-pastoraux productifs, résilients et sains en Afrique de l'Ouest
PROCELOS	Promotion des petites et moyennes entreprises de transformation des produits agro-alimentaires
PRRD	Plan Décennal de Restructuration et de Relance Durable
PRS	Programme Régional Solaire
RESADOC	Réseau Sahélien de Documentation et d'Information Scientifiques et Techniques
RPCA	Réseau de Prévention et de la Gestion des Crises Alimentaires
SIPSA	Système d'Information sur le Pastoralisme au Sahel
UPSCALERS	Upscaling Site-Specific Climate-smart Agriculture and Land-use practices to Enhance Regional Production Systems in West-Africa
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest

1. INTRODUCTION GÉNÉRALE



1.1. Contexte général

Créé en septembre 1973 par 6 pays d'Afrique de l'Ouest les plus touchés par les sécheresses de 1972 et 1973 avec pour mandat de : « s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire et la lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification pour un nouvel équilibre écologique au Sahel », le CILSS compte à ce jour 13 États membres dont neuf (9) pays typiquement sahéliens, 4 pays à littoral maritime (Gambie, Guinée-Bissau, Mauritanie, Sénégal). On compte, par ailleurs, 4 pays enclavés (Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad), 1 État insulaire (Cap-Vert) et quatre (4) pays côtiers situés plus au sud du Sahel (Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée et Togo). Pour opérationnaliser son mandat, deux institutions spécialisées ont été créées en vue de soutenir les actions dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la gestion des ressources naturelles et de la maîtrise de l'eau : le Centre Régional AGRHYMET (CRA) en 1974, basé à Niamey, et l'Institut du Sahel (INSAH) en 1976, basé à Bamako.

La région du Sahel est confrontée, depuis plusieurs décennies, à des stress et chocs divers qui entravent le développement de l'agriculture et des ressources naturelles. Cela engendre

de façon récurrente des situations d'insécurité alimentaire, particulièrement pour les pays où l'agriculture pluviale constitue le système dominant de production alimentaire. Cette situation est plus accentuée dans les espaces où se trouvent les populations les plus vulnérables et aux capacités de résilience et d'adaptation aux risques très limitées. Le challenge actuel du CILSS est de pouvoir contribuer à transformer les systèmes agro-sylvo-pastoraux et socio-économiques pour nourrir une population croissante sans compromettre la base productive future. Cette transformation des systèmes est promue depuis de nombreuses années par le CILSS. L'ambition est de mettre en œuvre un système agricole qui accroît durablement et promeut la productivité tout en assurant la résilience des populations, la réalisation de la sécurité alimentaire nationale et les objectifs de développement durable.

Les incertitudes sur les manifestations et les impacts du climat ancien ou des événements extrêmes récurrents, et surtout les capacités d'adaptation et de résilience limitées des populations, rendent les prises de décisions stratégiques agricoles plus complexes tant aux niveaux individuel, national,

régional que global. Elles amplifient la nécessité de renforcer sa base de connaissances, d'analyse et de renforcement des capacités, des individus, des institutions de recherche nationales et régionales et des politiques pour traiter les questions liées à l'agriculture (en général) en vue d'accroître la résilience des populations, surtout les plus vulnérables. Les risques et chocs (sécheresses, inondations, etc.) ont de tout temps nécessité des changements en ce qui concerne les technologies et approches, afin d'améliorer la vie de ceux qui demeurent enfermés dans le cercle vicieux de l'insécurité alimentaire et la pauvreté, et d'éviter la perte des acquis.

Dans le principe, la gestion des risques et chocs fait appel à de bonnes pratiques et innovations dont la mise en œuvre permet de réduire, sinon de supprimer, leurs impacts négatifs. De sa création en 1973 à nos jours, le CILSS et ses institutions spécialisées (AGRHYMET CCR-AOS et INSAH) ont développé une panoplie d'outils de

coopération et de collaboration destinés à créer un environnement scientifique et institutionnel favorable pour contribuer à la création et à la mise au point d'outils et technologies au profit des États membres. Ces actions ont permis de capitaliser une large gamme d'expériences acquises dans divers domaines tels que (i) la lutte contre l'insécurité alimentaire, (ii) le renforcement des capacités de résilience des populations vulnérables, (iii) la gestion des ressources naturelles, de lutte contre la sécheresse et la désertification et (iv) l'analyse de l'impact du changement et de la variabilité climatiques dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, (v) la capitalisation des expériences acquises de la recherche agronomique et (vi) la mise en œuvre de la réglementation commune en matière de gestion et utilisation des pesticides. Cette expérience est aujourd'hui partagée avec les autres OIG de la région, notamment la CEDEAO, l'UEMOA, l'ALG et le G5-Sahel dont le CILSS est « le bras technique ».





1.2. Bref rappel historique de la capitalisation au CILSS

En quarante ans, le CILSS a subi d'importantes mutations politiques et institutionnelles dictées par les besoins d'organisation et de gestion interne mais aussi par les exigences de l'intégration sous régionale en Afrique de l'Ouest. Ainsi, on est passé des programmes d'urgence et des grands projets de première génération (1973 à 1990) au « Plan Décennal de Restructuration et de Relance Durable (PRRD) » (1994-2004) marqué par une vision Sahel 21 et l'adoption du Cadre Stratégique de Sécurité Alimentaire (CSSA) et les programmes majeurs régionaux puis au « Plan stratégique 2009-2020 » avec ses Programmes Régionaux d'Appui et comportant 5 axes stratégiques (Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, Gestion des Ressources Naturelles et Changement Climatique, Maîtrise de l'Eau, Accès aux Marchés, Population et Développement). À l'échéance de la mise en œuvre de ce plan stratégique, conformément à sa mission, le CILSS a élaboré un nouveau plan stratégique à l'horizon 2050 qui s'articule autour des mêmes axes stratégiques que le précédent.

Au plan politique et stratégique, et malgré les vicissitudes de l'évolution institutionnelle, le CILSS a su se maintenir comme l'institution sous régionale de référence dans le domaine de la lutte contre la désertification, la gestion des ressources naturelles, la prévention des crises

alimentaires et la maîtrise de l'eau. Les acquis actuels du CILSS dans ces domaines sont indéniables. En effet, les réalisations de divers projets et programmes ont permis au CILSS et à ses États membres, ainsi qu'à leurs partenaires au développement et de recherche, de générer aux différentes échelles d'intervention d'importants résultats dans les domaines de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la population et le développement, la gestion des ressources naturelles et du changement climatique.

De ce fait, le CILSS s'est engagé, depuis quelques années, dans un processus de capitalisation, de recensement et de documentation des bonnes pratiques et innovation visant à renforcer la résilience des populations et des écosystèmes. En effet, la pratique de la capitalisation au CILSS date depuis près d'une trentaine d'années, mais la formulation du plan stratégique 2009-2020 a donné un cachet particulier à la capitalisation en l'inscrivant parmi les cinq (5) pôles de services du CILSS sous l'intitulé « La recherche et la capitalisation ». À partir de cette période, de très nombreuses initiatives ont vu le jour, intégrant de façon systématique des initiatives de synthèses documentaires et de capitalisation des expériences acquises (Hien et al. 2015). Le plan stratégique 2050 fait de la Gestion des Connaissances ainsi que de la promotion et la mise à l'échelle des

Bonnes Pratiques des piliers importants de la mise en œuvre des activités de l'ensemble des axes stratégiques. Ce pôle de service a été confié à l'INSAH qui, à sa création en 1976, a reçu pour mandat de « Coordonner, harmoniser et promouvoir les actions d'études et de recherches sur l'Environnement, l'Agriculture et les Marchés et sur la population et le développement ».



1.3. Stratégie de mise en œuvre et approche méthodologique

La capitalisation des acquis est une démarche systématique développée par le CILSS depuis plus de 20 ans. Outre les publications périodiques (posters, dépliants, revues, rapports annuels, rapports d'études thématiques, rapports d'études de capitalisation de fin de projets régionaux...) qui rendent compte des résultats les plus importants des projets et programmes de développement ou de recherche conduits, le CILSS a entrepris, depuis une décennie, de faire le point exhaustif, et à intervalle régulier, des principales réalisations dans le cadre de ses projets et programmes depuis sa création en 1973.

Dans le cadre précis de ce document, un recensement des productions du CILSS, à travers des initiatives, projets et programmes mis en œuvre depuis sa création, a été réalisé. Parmi les projets et programmes, on peut citer le PRGDT, le BRICKS et bien d'autres tels que IREM/LCD, FLCD-RPS, FFEM/CC, Africlead/INSAH, GCCA, ENRACCA-WA, pour ne citer que ceux-ci, ainsi que les rapports des consultants. Un criblage de cette bibliographie a retenu uniquement les projets qui ont conduit expres-

sément des études de capitalisation de bonnes pratiques et d'expériences et qui ont abouti à la production des documents sous diverses formes telles que les fiches de capitalisation, les recueils, les catalogues de bonnes pratiques, etc.

Les sources principales d'informations sont :

- la base de données de l'Institut du Sahel (<https://insah.cilss.int/>) qui comporte une série de bases de données scientifique et technique en agriculture, en élevage et en population et développement ;
- la base de données d'AGRHYMET CCR-AOS (www.agrhymet.ne et <https://agrhymet.cilss.int/>) qui est un ensemble de données importantes portant sur l'alerte précoce, la maîtrise de l'eau, la GRN et la LCD ;
- la base de données du Secrétariat Exécutif du CILSS (<https://cilss.int/>) qui regroupe des informations sur les premiers projets du CILSS d'intérêt pour le sujet ainsi qu'une base documentaires importantes avec des liens vers les sites, projets et documents.

Cette recherche a été complétée par les sites de partenaires tels que la CEDEAO, l'UEMOA, la FAO, le PAM, OCHA, la GIZ, le CICR, l'ACF, la SNV, CRS, AVSF, CARE, OXFAM, RECA, Hub Rural, etc. La synthèse présentée ici s'appuie sur la diversité des produits de capitalisation de bonnes pratiques disponibles ou en cours suite à la mise en œuvre de ces projets/programmes du CILSS dans les domaines de la GRN/CC, la Sécurité Alimentaire et la Maîtrise de l'Eau. Ces données ont été utilisées pour :

- définir les multiples sous-secteurs concernés par l'étude : production

végétale, agroforesterie, Gestion Durable des Terres, élevage, pastoralisme... ;

- dresser une typologie de ces bonnes pratiques et expériences en fonction notamment de leurs objectifs et domaines.

Ce document est un aperçu assez synthétique des acquis du CILSS. Des informations détaillées sur les produits de capitalisation et de diffusion peuvent être trouvées sur les différentes bases de données du CILSS et de ses institutions spécialisées.

2. PRINCIPAUX ACQUIS CAPITALISÉS PAR LE CILSS



2.1. Acquis dans le domaine de la Capitalisation des bonnes pratiques et expériences

2.1.1. *Bonnes pratiques de lutte contre la désertification et de Gestion Durable des Ressources Naturelles*

Dès les années 1987 et 1988, le CILSS, avec l'appui de la GTZ, a commencé la revue des mesures de restauration de terres dégradées dans sa zone d'influence. À partir de l'année 1990, de très importants résultats ont été obtenus à travers le Pôle Gestion des Ressources Naturelles et Systèmes de Production (PGRN/SP) dans le cadre du R3S, et portant

sur la création et la mise au point de technologies centrées sur la compréhension des mécanismes d'adaptation de l'agriculture aux conditions de sécheresse. Le Réseau de Recherche sur la Résistance à la Sécheresse (R3S) a permis aux chercheurs du réseau de proposer des approches nouvelles et des outils d'aide à la décision plus pertinents pour lutter contre la

sécheresse et accroître la productivité agricole des systèmes. En 1999, en collaboration avec l'USAID et l'UNSO, un atelier régional sur les expériences de lutte contre la désertification dans les pays du Sahel a été organisé afin de faire l'état des lieux des progrès accomplis dans le domaine de la LCD dans la sous-région.

Par la suite, des initiatives, projets ou programmes spécifiques destinés à capitaliser les acquis du CILSS et de ses partenaires ont été élaborés et mis en œuvre. Au nombre de ces initiatives qui ont mobilisé l'expertise scientifique et technique sahélienne, on peut citer :

- les Études Sahel qui sont des initiatives de capitalisation de 30 années de LCD au Sahel mises en œuvre par le CILSS. Ces études, soutenues par le Centre for International Cooperation (CIS) de l'Université Libre d'Amsterdam, ont été réalisées entre 2005 et 2008 dans quatre pays (Burkina Faso, Niger dans un premier temps, Sénégal et Mali par la suite) par des équipes composées de scientifiques et techniciens en vulgarisation. Ces études intervenaient 20 ans après une première revue des pratiques locales réussies dans la lutte contre la sécheresse et la désertification dans le Sahel et qui visaient particulièrement à examiner les effets à long terme des aménagements de Gestion des Ressources Naturelles. Les résultats de ces

travaux ont permis de capitaliser des bonnes pratiques importantes et sur lesquels le CILSS pourrait bâtir des stratégies d'augmentation d'échelle ;

- le Programme FERSOL : le but de l'initiative était de capitaliser les actions d'amélioration durable de la fertilité des sols agricoles et pastoraux pour l'aide à la décision au Burkina Faso depuis le début des années 80 et de les valoriser dans des outils permettant l'information et la prise de décision pour des initiatives nationales. FERSOL a été exécuté entre 2008 à 2012 avec des activités fondées sur la valorisation des savoirs et savoir-faire innovants des organisations paysannes. Trois livrets ont été produits en français facile sur six (6) thèmes relatifs aux bonnes pratiques paysannes d'enrichissement des sols.

Ces deux programmes et initiatives ont été précédés d'autres initiatives comme celle conduite conjointement par le CILSS, l'International Resources Group (IRG) et l'USAID en 2004 dans le cadre du Groupe de Contact « Mise en commun des connaissances pour la communauté des ressources naturelles » (FRAME) en vue de faire une synthèse des expériences de gestion des ressources naturelles au Burkina Faso et au Mali au cours des 20-30 dernières années (1974-2004). Par la suite, de nombreux autres projets ont réalisé des actions de capitalisation ayant permis de disposer d'une base importante de

documents de capitalisation. C'est le cas par exemple de :

- le Programme « Initiative Régionale Environnement Mondial et Lutte contre la Désertification (IREM/LCD) avec comme objectif spécifique de promouvoir la valorisation de l'expérience locale dans la mise en œuvre des projets de lutte contre la désertification. Ce programme a permis de produire, notamment, un recueil de 12 fiches techniques présentant les meilleures différentes techniques et technologies de lutte contre la désertification, tirées des micro-projets soutenus par le Programme ;
- le Programme Régional de Gestion Durable des Terres et d'adaptation aux changements climatiques au Sahel et en Afrique de l'Ouest (PRGDT) mis en œuvre entre 2011-2015, et dont l'une des activités principales était de produire et de gérer des connaissances et des technologies, et de renforcer les capacités sur la gestion durable des terres et

l'adaptation aux changements climatiques. Il a, par ailleurs, organisé en mars 2015, un atelier sous régional de formation des formateurs en Capitalisation multi-acteurs au profit des bénéficiaires du projet ;

- un des plus grands exercices de capitalisation du CILSS a été mené entre 2014 et 2019, dans le cadre du projet BRICKS (Building Résilience Through Innovation, Communication And Knowledge Services Project). Ce projet a conduit la capitalisation des bonnes pratiques éprouvées de gestion durable des terres et des ressources naturelles dans les douze (12) pays du programme SAWAP (Bénin, Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Soudan, Tchad et Togo). Le projet a permis de produire plus de 150 fiches de capitalisation couvrant la quasi-totalité des domaines de la GDT et dont les 30 meilleures ont été éditées et proposées à la diffusion.

De façon générale, les bonnes pratiques capitalisées portent, notamment, sur :

Les pratiques de gestion conservatoire des eaux et des sols

Certaines pratiques capitalisées visent une amélioration du bilan hydrique par l'accroissement du stock d'eau du sol. Les stratégies développées permettent d'augmenter l'infiltration (Zaï, demi-lune, ...) et de retarder le début du ruissellement (cordons pierreux, bandes enherbées, ...), de prévoir la dissipation de l'énergie du ruissellement de surfaces (couvertes d'herbes, litière, mulch de cailloux) et de dompter les écoulements superficiels. D'autres pratiques permettent la gestion de la fertilité des sols. Elles mettent en avant l'intérêt à long terme de diverses sources de matières organiques (fumier, compost, biochar, biodigesteur, ...) en combinaison avec la fertilisation minérale et une gestion conséquente des successions culturales. On y trouve également des techniques culturales variant en fonction du climat, de la nature des sols, des spéculations et du niveau de connaissances technologiques du producteur (scarifiage, billonnage, labour, l'utilisation des semences améliorées). Des pratiques d'association de cultures et des plantes de couverture dont l'effet secondaire accroît le stock de matière organique dans les sols sont également documentées.

Le pastoralisme et l'Intégration Agriculture-Élevage

Depuis les premières initiatives (Programme Pastoralisme et Environnement au Sahel (PESah) et le Système d'Information sur le Pastoralisme au Sahel (SIPSA) de 2002 à 2010 avec la FAO et le CIRAD), la question du pastoralisme est devenue une composante importante des actions du CILSS qui s'est vu confié la coordination régionale de grands projets multi-pays sur le pastoralisme ces dix dernières années (PRAPS, PREDIP, PEPISAO, ...). Ces projets ont permis de générer/améliorer des technologies, notamment sur la gestion des ressources pastorales, l'évaluation des potentialités pastorales, etc. Certains de ces projets se sont engagés dans la capitalisation de leurs résultats. C'est le cas du PREDIP qui a conduit un processus de Capitalisation « au fil de l'eau » avec l'appui d'Inter-Réseaux et la collaboration de l'INSAH, notamment. Ce travail a abouti à la production de 11 fiches d'expériences réussies rassemblées dans un manuel intitulé « Sécuriser la mobilité apaisée du bétail : expériences et enseignements du PREDIP ». Depuis 2022, l'INSAH/CILSS est en charge de l'analyse et de la capitalisation d'initiatives de restauration, de gestion et d'alternatives à l'exploitation des ressources pastorales, l'appui à leur mise à l'échelle et l'élaboration d'outils d'aide à la décision dans le cadre du Projet de « Recherche et Innovation pour

des systèmes agro-pastoraux productifs, résilients et sains en Afrique de l'Ouest » (PRISMA). Les ateliers préliminaires de ce projet ont permis d'identifier 124 bonnes pratiques et initiatives en lien avec le pastoralisme (42 au Burkina Faso, 30 au Mali et 52 au Niger) qui seront hiérarchisées, analysées et documentées tout au long du projet. Le potentiel de mise à l'échelle de l'ensemble de ces pratiques a également été abordé.

Des solutions sobres en carbone pour s'adapter et atténuer le changement climatique

Dans le cadre des Projets FFEM/CC, GCCA et ENRACCA-WA, le CILSS a commandité, entre 2013 et 2016, des travaux de capitalisation sur les solutions sobres en carbone. Cette documentation a permis de capitaliser plus de 40 meilleures pratiques permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre destinées à l'ensemble des zones agro-climatiques de la zone CILSS/CEDEAO. Les fiches techniques établies proposent des méthodes d'estimation du carbone potentiellement séquestré et de calcul sur le retour sur investissement de la mise en œuvre de ces pratiques. En plus des fiches de capitalisation, des notes techniques, des notes d'étude de cas ainsi que des notes politiques ont été produites, qui sont autant de supports de capitalisation des résultats de ces projets destinés à des catégories socio-professionnelles particulières. Dans le cas précis du projet ENRACCA, des approches intégrées d'agriculture intelligente face au climat ont été testées et capitalisées dans 5 pays (Burkina, Ghana, Mali, Niger, Sénégal).

Mis en œuvre de 2001 à 2009, le Programme Régional de Promotion des Énergies Domestiques et Alternatives au Sahel (PREDAS) a réalisé un travail de capitalisation des expériences et bonnes pratiques en matière de gestion des énergies domestiques qui a permis de capitaliser des pratiques d'intérêt régional, telles que l'aménagement des forêts pour la production du bois énergie, la carbonisation, la fiscalité et la réglementation sur le bois énergie, la valorisation énergétique du *Typha australis*, la labélisation des équipements, etc. Enfin, plusieurs documents portant sur les techniques améliorées de carbonisation, d'aménagement forestier villageois pour la production de bois énergie ont été publiés. Dans le cadre également de la mise en œuvre du PRS1 et 2, le CILSS a vulgarisé l'usage du solaire pour l'exhaure en prouvant l'efficacité de l'usage de cette énergie abondante alternative aux énergies fossiles dans les adductions d'eau.

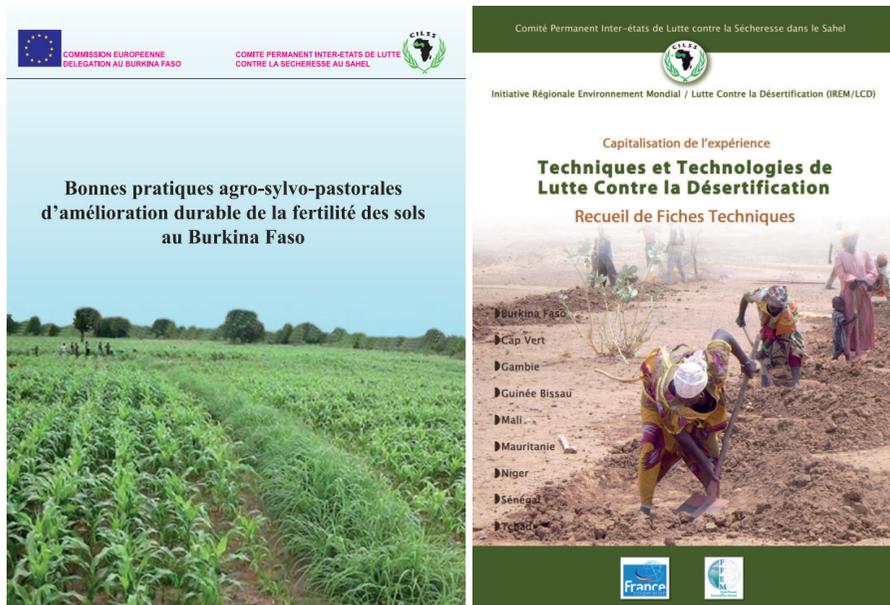


Photo 1 : Exemples de recueil de capitalisation de bonnes pratiques de gestion durable des ressources naturelles produit par le CILSS

2.1.2. Bonnes pratiques de résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle

Le Cadre stratégique de sécurité alimentaire durable dans une perspective de lutte contre la pauvreté (CCCA) est le document de référence du CILSS sur les questions de sécurité alimentaire. Ce cadre, adopté par la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement des pays membres du CILSS en 2000, constitue un cadre commun d'orientation des stratégies nationales complété par une stratégie régionale. De nombreux outils et mécanismes importants ont été développés (NUSAPPS, PREGEC, CH, RPCA, COAHP, CRSPA0, etc.). À cela s'ajoutent des projets et programmes sur la résilience à l'insécurité alimen-

taire et nutritionnelle (FSTP, P2RS, P2RIAS, PAGR-SANAD, etc.).

Certaines de ces initiatives ont accordé une place importante à la capitalisation et au partage d'expériences. C'est le cas par exemple des initiatives et projets suivants :

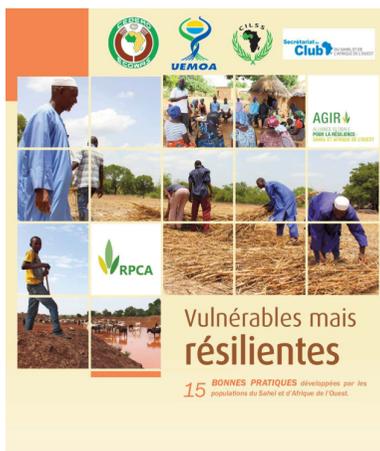
- le Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest (RPCA) : à la demande des Ministres du CILSS réunis à Nouakchott en janvier 1985, les Secrétariats du CILSS et du Club du Sahel ont réuni les experts des agences de coopération pour examiner les moyens de répondre aux

éventuelles crises futures et aux besoins. Ainsi est né le Réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel, conçu comme un forum de discussion et un lieu d'échanges, de confrontation et d'analyse de l'information, un espace de concertation sur les actions à mener en cas de crise. Le site web du réseau (<https://www.food-security.net/best-practice/>) présente de nombreux produits de capitalisation, y compris une cartographie des zones de mise en œuvre ;

- l'Alliance Globale pour l'Initiative Résilience (AGIR), lancée en décembre 2012, avait pour objectif de renforcer la résilience des pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest face aux crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes. AGIR a fait de la promotion du partage d'expériences et de l'apprentissage mutuel en matière de résilience son leitmotiv. Les activités conduites ont abouti notamment à la production d'un recueil de quinze (15) fiches portant sur les expériences des producteurs ont été produites sur les thématiques d'amélioration de la protection sociale des communautés et ménages vulnérables pour une sécurisation de leurs moyens d'existence, de renforcement de la nutrition des ménages vulnérables, d'amélioration durable de la productivité agricole et alimentaire et des revenus des plus vulnérables, de renforcement de la gouvernance alimentaire ;
- dans le cadre du Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P1-P2RS), financé par la BAD entre 2014 et 2019, l'INSAH a élaboré un catalogue intitulé « Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle : où en sommes au Sahel ? ». Ce catalogue présente trente-deux (32) bonnes pratiques résilientes à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, pour mieux outiller les populations dans la recherche d'une résilience face à l'insécurité alimentaire. Toujours dans le cadre du P2RS, l'INSAH a conduit une étude de capitalisation sur la valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) à haute valeur nutritive dans 5 pays du Sahel. Cela a abouti à la production de 3 catalogues de niveau sous régional :
 - » un catalogue de référence des PFNL dans les pays concernés ;
 - » un rapport sur les barrières à la valorisation des PFNL ;
 - » un rapport sur les caractéristiques physico-chimiques des PFNL.
- le Projet d'Amélioration de la Gouvernance de la Résilience, de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de l'Agriculture Durable en Afrique de l'Ouest (PAGR-SANAD), mis en œuvre depuis 2016 pour une durée de

5 ans, a confié à l'INSAH (Département CERPOD), une étude de capitalisation des expériences positives et des bonnes pratiques de nutrition et de prise en charge de la malnutrition sous toutes ses formes dans cinq pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (Guinée, Mali, Niger, Sénégal

et Togo). Cette étude a permis d'élaborer 5 rapports et 25 fiches de synthèse de capitalisation des bonnes pratiques de nutrition et de prise en charge de la malnutrition, sous toutes ses formes, dans cinq pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.



Catalogue régional des arbres et arbustes alimentaires des terroirs sahéliens et soudaniens d'Afrique de l'Ouest :

vers une meilleure valorisation de leurs potentiels nutritionnels



Photos 2 : Quelques recueils de bonnes pratiques et expériences de résilience à l'insécurité alimentaire

2.1.3. Bonnes pratiques de Maîtrise de l'Eau

La Déclaration de Dakar sur l'Irrigation au Sahel en 2013, tout en spécifiant les problématiques qui entravent le développement de l'irrigation au Sahel, affirme l'existence de pratiques réussies et efficaces disponibles dans les États. Elle a fait, notamment, l'hypothèse qu'une meilleure capitalisation de ces pratiques et expériences, une revue de qualité de celles-ci et une mise à l'échelle feraient de ces dernières, des solutions d'irrigation objectivement pertinentes, adéquates, durables et efficaces face à la problématique de développement de l'irrigation au Sahel. Ainsi, les solutions d'Irrigation apparaissent alors comme un nouveau concept structurant les interventions et les projets d'irrigation dans les pays du Sahel. Ce sont des résultats de haut niveau du PARIIS qui sont présentés comme un ensemble de bonnes pratiques qui, si elles sont suivies, devraient conduire à des systèmes irrigués fonctionnels, durables, productifs, efficaces, sans impacts environnementaux et sociaux notables. Dans les 6 pays, le PARIIS s'est fixé comme objectif de documenter et diffuser 15 solutions d'irrigation qui seront des références

pour toute intervention future en matière d'irrigation (tableau 2). Chaque solution d'irrigation est une compilation de bonnes pratiques documentées (méthodes/dispositions/outils) qui couvrent quatre domaines thématiques de l'irrigation (Cadre institutionnel et gouvernance, Conception technique, équipement et technologies, Mécanisme financier pour l'investissement et l'E&M, Programme de renforcement des capacités). L'approche de capitalisation du PARIIS consiste à :

- collecter, analyser et documenter les pratiques existantes et solidement expérimentées et à injecter ces connaissances pratiques et innovations dans la mise en œuvre de projets en cours et l'assistance aux pays ;
- intégrer l'ensemble des parties prenantes dans les processus (y compris les Groupes de Partage de Connaissances et de Recherche) pour lesquels ils disposent pour tout ou partie des documents de référence, d'expériences capitalisées.

Tableau 2 : Liste des solutions d'irrigation retenues par pays

Pays	Type	Solution d'irrigation
Burkina Faso	Type 1	Aménagement de bas-fonds selon les Diguettes en Courbes de Niveau Revêtues (DCN-R)
	Type 2	Irrigation de complément du coton à l'aide des Bassins de Collecte des Eaux de Ruissellement (BCER)
Mali	Type 1	Aménagement et gestion des bas-fonds (Type 1) avec la technologie de mini-barrages
	Type 3	Petits Périmètres Maraîchers (PPM)
Mauritanie	Type 1	Réhabilitation de barrages en zone pluviale
	Type 2	Promoteurs privés moyens
	Type 3	Modèle d'aménagement VISA communautaire
Niger	Type 4	Réhabilitation de grands périmètres hydro-agricoles
	Type 2	Petite irrigation avec pompage solaire
Sénégal	Type 1	Solution bas-fonds
	Type 2	Petite irrigation individuelle privée avec technologie du pompage solaire
	Type 3	Aménagement de PIV avec des canaux en maçonnerie
	Type 3	Petits Périmètres Maraîchers féminins
Tchad	Type 1	Modèle d'aménagement par seuils d'épandage
	Type 3	Petits Périmètres Maraîchers

Avant le PARIIS, le CILSS a également identifié, analysé et diffusé les bonnes pratiques et technologies de maîtrise de l'eau pour l'irrigation à petite échelle des deux pays du projet, à travers le projet WAIPRO soutenu par l'USAID entre 2009 et 2011. Ce projet a été soutenu par l'International Water Management Institute (IWMI), en collaboration avec les parties prenantes membres du Conseil Ouest et centre Africain pour la Recherche et le développement agricole (CORAF), d'Africa Rice Center (WARDA), de l'International Fertilizer Development Corporation (IFDC), de l'Association

Régionale pour l'Irrigation et le Drainage (ARID), du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), de l'Institut National de Recherche Agricole du Niger (INRAN) et de l'Institut National de l'Environnement et des Recherches Agricoles (INERA) au Burkina Faso. Ce projet avait pour objectif l'amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest par le biais de la revitalisation des performances et de la productivité des systèmes irrigués et de la promotion de la petite irrigation.



PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE
POUR L'IRRIGATION AU SAHEL



Projet d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation
au Sahel-Burkina Faso (PARIIS-BF)

DOCUMENTATION DE SOLUTION
D'IRRIGATION DE TYPE I : BAS-FONDS



Version provisoire

Février 2023



Photo 3: Exemple de document de solution d'irrigation et quelques réalisations du PARIIS dans les pays



2.2 Acquis en matière de partage, diffusion, valorisation/renforcement des capacités

2.2.1 L'Initiative Transfert de Technologies (ITT)

Suite au constat du faible taux de transfert et d'adoption de nombreuses technologies documentées par la recherche agricole, il s'est avéré assez tôt que la promotion de l'adoption des technologies est un créneau important qui mérite plus l'attention du CILSS et de ses États membres. Cette situation se justifiait par la mise en exergue des faibles liens entre la recherche, les structures de vulgarisation et les organisations socio-professionnelles. Ainsi dans le Cadre du R3S, l'INSAH a engagé l'Initiative de Transfert de Technologies sur la base du constat

d'échecs relatifs à l'appropriation de technologies générées par les principaux bénéficiaires (producteurs). Cette initiative a été mise en place durant la campagne agricole 2002 et se proposait d'explorer les nouvelles approches garantissant et facilitant un transfert rapide et de manière durable entre Recherche-Conseil agricole-Organisations des producteurs. Ce dispositif a servi de cadre pendant longtemps pour la vulgarisation et la promotion de l'adoption des technologies générées par le CILSS.

2.2.2. Le Réseau Sahélien de Documentation et d'Information Scientifiques et Techniques (RESADOC)

Mis en place en 1979 par l'INSAH, le Réseau Sahélien de Documentation et d'Information Scientifiques et Techniques (RESADOC) était une base documentaire visant à collecter, à traiter et à diffuser les technologies et innovations issues de la recherche dans la zone CILSS. C'était l'une des premières expériences de partage documentaires en Afrique subsaharienne dans les domaines couverts par le CILSS : sécurité alimentaire, restauration de l'espace sahélien, maîtrise de l'eau, connaissance du milieu humain.

Au niveau national, il existait dans chacun des États un réseau national

composé de plusieurs centres de documentation avec un centre national de coordination. Au niveau international, la coopération documentaire se faisait avec des institutions internationales comme l'UNESCO, le Club du Sahel, le CTA, le CIRAD, AGRIS, EIB-ACCT, BIEF ou le Centre Sahel de l'université de Laval. Les autres réseaux partenaires étaient notamment Info-doc-Salwa de l'ICRAF, R3S de la CORAF, SISONG. Suite à la restructuration de l'INSAH en 1988, le centre régional de coordination du RESADOC et le centre de documentation de l'INSAH ont été réunis en une division documentation au sein d'un nouveau Département de la Documentation, de

l'Information et de la Formation (DDIF). Par la suite, des difficultés d'ordre institutionnel et financier ont conduit au mauvais fonctionnement du réseau, moins de 20 ans après sa mise en place.

2.2.3. Les plateformes web de partage d'information et de connaissances

Depuis sa création, afin de remplir sa mission de production de connaissances, le CILSS a entrepris la conception et la gestion de plusieurs plateformes web et outils d'aide à la décision au profit de la région Afrique de l'Ouest et du Sahel. Ces plateformes ont été mises en place dans le cadre de divers projets et programmes. Elles couvrent de nombreuses thématiques et sont des vitrines importantes pour la valorisation des actions menées dans la zone CILSS/CEDEAO et pour la facilitation de l'accès, à un public large et diversifié, aux connaissances générées par le CILSS et ses partenaires depuis plus de 40 ans. Un inventaire rapide des plateformes mises en place depuis le début des années 2000 fait état d'une vingtaine de plateformes dont beaucoup sont inaccessibles aujourd'hui y compris les données qu'elles contenaient. Au nombre de ses plateformes, on peut compter :

- le Portail web du CILSS consacré au changement climatique et à la gestion durable des terres pour l'Afrique de l'Ouest mis en place à partir de 2012. Ce portail contient des ressources documentaires diverses (documents officiels tels que les plans d'adaptation au changement climatique ou les plans d'investissement agricole,

les bases de données, les publications scientifiques) ainsi que des fiches de bonnes pratiques d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques et de Gestion des Ressources Naturelles ;

- la Plateforme ECOAGRIS - Système Régional Intégré d'Information Agricole de la CEDEAO - a été conçue pour être un instrument dynamique de suivi de la politique agricole ECOWAP/PDDAA de l'Afrique de l'Ouest et mise en place au Centre Régional AGRHYMET. L'objectif global de ce projet est de renforcer les systèmes d'information aux différentes échelles locales, nationales et régionales pour répondre aux besoins d'information pour le suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, pour l'analyse de la vulnérabilité, pour l'aide à la décision en vue d'anticiper sur les crises alimentaires et nutritionnelles, et de procéder au choix et au ciblage des interventions. Le site capitalise des fiches sur les innovations technologiques issues de la recherche et destinées aux services de vulgarisation, aux services de statiques agricoles ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers du domaine ;

- le Marché des Technologies et de l'Innovation sur l'Irrigation au Sahel (IRRINOVA) est mis en place à l'INSAH à travers le projet PARIIS. Le concept des marchés des technologies joue un rôle décisif en matière de promotion de l'innovation. Ces marchés permettent, notamment, de four-

nir un cadre au sein duquel les acteurs peuvent acquérir une visibilité relative à des innovations. L'un des axes majeurs de la dissémination des technologies et des innovations sur l'irrigation sera la mise en place d'un Marché des Innovations et des Technologies sur l'Irrigation au Sahel ;

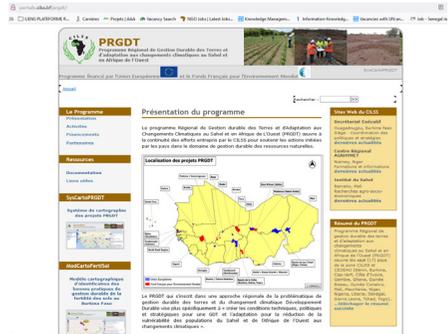


Photo 3 : Panorama des plateformes mises en place au CILSS

- le Modèle cartographique d'identification des bonnes pratiques de gestion durable de la fertilité des sols (ModCartoFertiSol) est un outil webmapping pour l'aide à la prise de décision pour l'investissement par le producteur, les services de développement et les décideurs politiques. Il est accessible à l'adresse internet suivante : (<http://portails.cilss.bf/prgdt/>). Il vise l'amélioration de la production agricole par l'augmentation des rendements grâce à des recommandations précises

de paquets technologiques intégrés et adaptés (choix de variété, quantité de fertilisation, pratiques de conservation des eaux et des sols, etc.) en fonction de la spéculation, de l'aptitude des sols, de l'intensité culturale et des ressources en eau disponibles. Certes l'outil a été testé sur des données du Burkina Faso mais il a un potentiel d'extension à l'ensemble des pays du CILSS, sous réserve de disposer des données nécessaires à l'alimentation du Modèle.

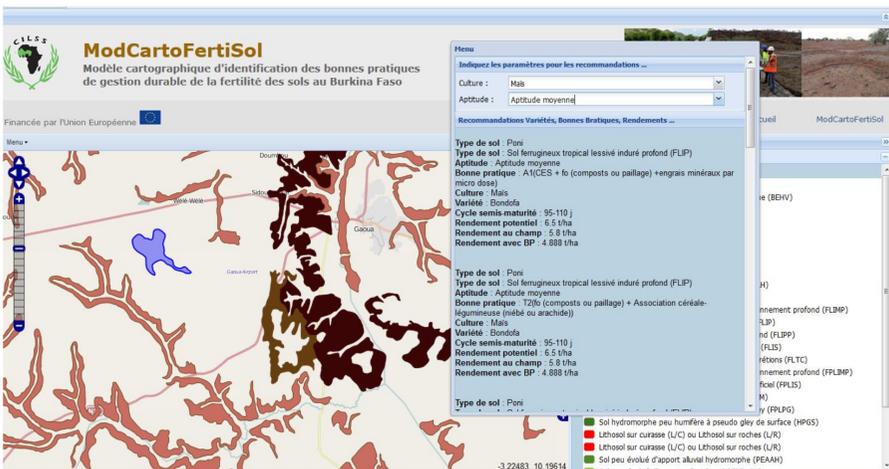


Photo 4: Recommandations de bonnes pratiques pour le maïs avec une aptitude moyenne sur un sol Ferrugineux tropical Lessivé Induré Profond (FLIP) dans la province du PONI

Pour une optimisation de l'utilisation de ces systèmes, le CILSS a entrepris la définition d'une stratégie d'harmonisation et d'intégration de ses différentes plateformes d'information dans le cadre de l'appui apporté par la Banque Mondiale à travers le programme FSRP. L'objectif global de la stratégie d'intégration et d'harmonisation des plateformes est d'optimiser le développement, l'intégration et les performances des plateformes du CILSS dans la production et la diffu-

sion d'informations pertinentes aux utilisateurs. Cette stratégie d'harmonisation et d'intégration des plateformes constitue une contribution importante qui sera capitalisée dans un nouveau Schéma Directeur Informatique du système CILSS. Elle permettra de réunir toute la base d'acquis et de connaissances du CILSS et de ses partenaires dans un espace unique afin de promouvoir le partage, faciliter la gestion et améliorer l'accessibilité par un grand nombre.

2.2.4. Les Plateformes Multi-Acteurs

Les Plateformes Multi-Acteurs (PMA) relèvent d'une exigence de la gouvernance des ressources locales et visent à garantir l'appropriation, par toutes les parties prenantes, des bonnes pratiques et innovations. Ce sont des canaux importants pour le transfert et la diffusion des bonnes pratiques au niveau local. Dans le cadre de certains projets et programmes, le CILSS a eu recours à ces cadres pour favoriser le transfert de technologies capitalisées. Par exemple :

- entre 2001 et 2009, le PREDAS a mis en place le réseau des Professionnels Sahéliens en Énergies Domestiques (PESED) ainsi qu'un Système d'Information Technologique sur l'Énergie (SITE) pour la collecte et la mise à disposition de chacune des données sur l'énergie domestique au Sahel. Ce réseau a beaucoup contribué aux échanges et capitalisation d'expériences autour de plusieurs

thèmes d'intérêt régional, dont l'aménagement des forêts pour la production du bois énergie, la carbonisation, la fiscalité et la réglementation sur le bois énergie, la labellisation des équipements, l'évaluation des possibilités de valorisation énergétique du *Typha australis*, etc. ;

- dans le cas du projet ENRAC-CA-WA, l'INSAH/CILSS a mis en place des Plateformes Multi-Acteurs dans 5 pays. En s'inspirant efficacement des initiatives prometteuses de transfert de technologies (exemples : réseaux AfricaAdapt, approche « Farms of Future », etc.) et des plateformes d'innovation et d'apprentissage paysans (exemple : approche IAR4D du FARA/CORAF). Les PMA mises en place regroupaient plus de 300 acteurs et ont grandement contribué à capitaliser et partager les bonnes pratiques et

innovations générées par le Projet. Ces plateformes ont été formées sur la capitalisation multi-acteurs et sont devenues autonomes dans la transcription en langue locale et le partage des bonnes pratiques et innovations apprises ;

- en outre, dans le cadre du PARIIS, le CILSS appuie les pays, depuis 2019, en matière de renforcement des capacités organisationnelles des acteurs à travers la mise en place de Plateformes Multi-Acteurs d'innovation (PMA). Les PMA permettent de renforcer/établir un partenariat et un réseautage entre acteurs locaux afin d'améliorer la compréhension et l'adoption d'innovations. Elles constitueront un cadre de concertation de plusieurs acteurs ayant des intérêts communs pour apprendre, agir et innover ensemble. Plus de trente (30) PMA

ont été mises en place dans les 6 pays du PARIIS et comportent plus de soixante (60) acteurs qui échangent sur l'amélioration des bonnes pratiques et solutions d'irrigation et leur mise à l'échelle ;

- En début 2023, le CILSS, avec l'Appui de l'USAID, s'est engagé dans une nouvelle approche participative « porteurs de changement » pour la mise à l'échelle des technologies éprouvées et à l'intégration de la vision GDT-réduction de la pauvreté-amélioration de la résilience, la création des mécanismes de dialogue entre les porteurs de changement et les producteurs à travers des plateformes d'échanges et de communication aux niveaux régional et national, et le renforcement des capacités des porteurs de changement.

2.2.5 Les manifestations de partage de connaissances

Entre 2014 et 2018, le CILSS a organisé deux (02) foires aux savoirs en relation avec la FAO et la zone IGAD. Ces foires ont permis de capitaliser et de partager des recueils de bonnes pratiques sur les thématiques des foires. En plus des foires, le CILSS organise des fora d'échanges et de partage d'expériences et de bonnes pratiques. Les dernières en date sont :

- le Forum d'information et de partage d'expériences sur les technologies/bonnes pratiques : le CILSS, en collaboration avec

la Banque Africaine de Développement (BAD), les partenaires de l'Alliance Sahel et la UNCCD, a organisé, en novembre 2021, un Forum d'information et de partage d'expériences sur les technologies/bonnes pratiques de renforcement de la résilience au Sahel. Ce forum avait pour principal objectif d'améliorer les connaissances des participants sur les technologies et bonnes pratiques testées et éprouvées de résilience au Sahel. De manière spécifique, il a permis de présenter les tech-

niques, technologies et bonnes pratiques éprouvées pour la résilience au Sahel, d'évaluer les indicateurs de succès des technologies et des bonnes pratiques, et de proposer les stratégies de vulgarisation des meilleures pratiques sélectionnées à travers les fiches techniques. Au total, 21 expériences et bonnes pratiques ont été présentées à plus de 200 participants en présentiel et en ligne ;

- le Salon Africain de l'Irrigation et du Drainage (SAFID) a été une importante activité de dissémination

des technologies et innovations en matière d'irrigation. Le salon s'est déroulé en novembre 2022 sous le thème général « Expériences d'irrigations réussies en Afrique de l'Ouest et du Centre : approches, leçons apprises et perspectives ». Il a été organisé en partenariat stratégique avec l'ARID qui en est le créateur.. Il a permis de regrouper plus de 250 praticiens de l'irrigation et de partager une trentaine de technologies capitalisées par la recherche en matière d'irrigation dans le Sahel.



3. IMPACTS ET CHANGEMENTS INDUITS

Comme on peut le constater, les actions de capitalisation, de partage et de renforcement des capacités du CILSS et de ses partenaires au cours des dernières années ont permis de documenter de bonnes pratiques qui couvrent la quasi-totalité des aspects de la gestion des ressources naturelles, la sécurité alimentaire et la maîtrise de l'eau. Pour l'ensemble de ces pratiques, des analyses profondes ont été réalisées pour les améliorer, mettre en évidence leurs impacts sur la productivité des systèmes concernés, leurs potentiels en matière de séquestration de carbone, les coûts de leur réalisation, les retours sur investissement, les contraintes de

mise en œuvre, les promoteurs de la technologie ou de l'approche, les conseils pratiques de mise en œuvre, etc. Les évaluations de leurs impacts (exemples : projets FERSOL, FFEM/CC) ainsi que le renforcement des capacités des États pour leur prise en compte dans les politiques nationales (exemple : GCCA) ont permis d'induire des changements dans les orientations et la prise de décision concernant la gestion des ressources naturelles, la réalisation de la sécurité alimentaire et la gestion des ressources en eau au Sahel. Certaines de ces bonnes pratiques sont véritablement endogènes ou zonales, leur émergence est liée à une activité endémique. Leurs ap-

plications permettent de restaurer les terres dégradées ou en voie de l'être, d'offrir des habitats et de l'alimentation à la faune terrestre et aviaire menacée ou en voie de disparition, de reconstituer les autres composantes des ressources naturelles, de contribuer à la lutte contre le changement climatique, de contribuer à mieux stabiliser et rendre durables les activités agro-sylvo-pastorales et la résilience alimentaire des centaines de milliers de populations vulnérables au Sahel.

Cependant, partant d'une analyse contextuelle, le constat qui se dégage est que la géographie de l'application de certaines pratiques reconnues parmi les meilleures est encore très restreinte, faute d'une adoption et d'une mise à l'échelle conséquentes. Leur vulgarisation sur de plus grandes étendues est un véritable gage pour créer des conditions d'autosuffisance

alimentaire, de protection des ressources naturelles et de l'environnement, et d'accroissement du revenu des ménages les plus vulnérables. Une évaluation scientifique ex-post de la mise en œuvre de certaines pratiques pourrait fournir des données importantes et fiables des impacts induits et constituer une base de données importantes pour des études prospectives à même d'orienter les interventions des futurs projets et programmes du CILSS. En effet, la construction de solides argumentaires pour plaider le passage à l'échelle pour un développement durable se fera en documentant les impacts de la dissémination des bonnes pratiques. Ces évaluations scientifiques pourraient s'accompagner de notes illustrées par la production et la diffusion des témoignages, des histoires de vie, des études de cas.





4. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

À la faveur de la multitude de capitalisations dans les 17 pays de l'espace CILSS/CEDEAO, une très grande diversité de pratiques a été capitalisée par le CILSS dans plusieurs domaines et en partenariat avec plusieurs institutions de recherche et de développement dans les pays concernés. L'analyse de ce capital de BP comptabilise près de 250 pratiques et expériences éprouvées de GDT et de GRN qui ont été générées et regroupées dans huit grands domaines thématiques (Annexe 2). On constate que des solutions pour

rendre les populations plus résilientes existent, pour peu qu'elles soient bien identifiées, documentées, mises à l'échelle et suivies. Il est encore nécessaire d'ancrer ces solutions au cœur des stratégies d'intervention des États selon une approche systémique d'amélioration des performances reposant sur des actions concertées et planifiées de capitalisation et de partage de connaissances, et de dispositif institutionnel de capitalisation systématique des acquis des projets/programmes. Quelques pistes peuvent être explorées :



4.1 Une stratégie intégrée de capitalisation des connaissances pour le système CILSS

Comme le montre ce travail de synthèse, le processus de capitalisation au CILSS est le fait de quelques projets et programmes qui en ont fait un leitmotiv. De ce fait, l'après-projet est souvent synonyme de disparition des ressources capitalisées, comme le témoigne la difficulté de retrouver certaines productions en ligne après la fermeture des projets. Ce qui, comme on peut également le constater, conduit les projets successifs à re-documenter les mêmes pratiques au lieu de poursuivre sur la base du capital existant et d'explorer les inno-

vations en développement. Des efforts sont nécessaires pour capitaliser et promouvoir les actions émergentes et innovantes en développant des synergies, et en mettant en place des cadres d'échange et de concertation entre les différents projets et programmes. En outre, l'analyse de la bibliographie collectée révèle une grande diversité de fiches, aussi bien dans la forme que dans leurs contenus. Il y a autant de formats de fiches de capitalisation qu'il y a de projets qui les mettent en œuvre. De même, sur les mêmes sujets, les contenus

varient souvent d'un catalogue à l'autre. Ce qui rend difficiles la mise en commun, les analyses croisées et les évaluations diachroniques. Enfin, l'absence d'un dispositif de capitalisation systématique n'a pas toujours permis de compiler les expériences et de tirer les leçons des succès et des échecs de nombreux autres projets et programmes mis en œuvre par le CILSS et ses partenaires. De ce fait, même lorsque la volonté de capitaliser sur les acquis de ces projets est manifeste, il n'y a pas suffisamment de mémoire pour la réaliser avec efficacité. En outre, dans la majorité des cas, pour la mise en œuvre de ces activités de capitalisation, le CILSS fait souvent appel à de l'Expertise externe à travers l'appui de cabinets et firmes de consultants (exemples : Inter Réseau, IRAM, TerrAFRICA, CEFCOD, ...).

Tous ces constats militent en faveur de la mise en place d'un cadre stratégique de gestion systématique des connaissances au sein du système CILSS. Avec des outils harmonisés d'identification et de capitalisation systématiques des bonnes pratiques mises en œuvre dans les pays. Une telle stratégie passe nécessairement

par :

1. La promotion d'une culture de la capitalisation et du partage d'expériences au sein du système CILSS et entre pays, OSC, organisations paysannes et autres acteurs, etc. Ainsi, il pourrait être envisagé d'inculquer le réflexe de capitalisation au travers des canaux de l'éducation formelle (cur-sus diplômant de l'enseignement supérieur) et informelle (atelier, formation continue, etc.) ;
2. La prise en compte systématique de la capitalisation et de la diffusion des bonnes pratiques dans les projets et programmes. Il apparaît nécessaire de systématiser l'affectation de ressources financières sur les activités de capitalisation au sein des projets et programmes. Si certains projets et programmes de résilience accordent une place importante à la capitalisation et au partage des bonnes pratiques, cette tendance reste minoritaire au sein du système CILSS. Il faut prévoir également des ressources et un mécanisme pour l'évaluation des impacts ex-post des pratiques promues.



4.2 Mise à l'échelle

La mise à l'échelle des bonnes pratiques vise à les diffuser en vue de provoquer la transformation à grande échelle. Il reste entendu que la mise à l'échelle des bonnes pratiques retenues est déterminée par le contexte spécifique à chaque pays et facilitée par un accès à des informations précises, des politiques harmonisées, des dispositions institutionnelles coordonnées et des mécanismes incitatifs et financiers souples. Il est nécessaire pour le CILSS d'élaborer une stratégie intégrée pour la mise à l'échelle des pratiques capitalisées. En marge de la réalisation des catalogues de bonnes pratiques, il est nécessaire de proposer des actions pour l'ancrage institutionnel et la mise à l'échelle de ces pratiques à travers la réalisation d'études sur leur potentiel de mise à l'échelle. Le développement des modèles intégrés du genre Modcartofer-tisol du FERSOL constitue un moyen efficace de promouvoir les bonnes pratiques et de les mettre à l'échelle.

Quelques pistes additionnelles peuvent être explorées telles que :

- créer et renforcer des cadres de concertation entre les structures

et institutions de recherche, de formation, d'appui-conseil et les praticiens sur le terrain, aux niveaux central et décentralisé ;

- diffuser systématiquement selon une approche intégrée (utilisant les canaux les plus appropriés) les paquets technologiques performants, qui ont des effets à court et moyen termes sur l'augmentation rapide de la productivité et des rendements, et qui soient faciles à apprendre et à appliquer, moins cher/coût relativement peu élevé ;
- organiser des sensibilisations de masse par les moyens de large diffusion (radio, TV, internet, mobile, réseaux sociaux, etc.) sur les impacts des bonnes pratiques ;
- favoriser le plaidoyer envers les décideurs pour améliorer l'environnement juridique et institutionnel car une meilleure dissémination des bonnes pratiques de résilience passe par une plus forte implication des pouvoirs publics dans leur promotion, valoriser les bonnes pratiques dans les politiques.

5. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES



AGIR, 2015. Synthèse et enseignements des bonnes pratiques de résilience en Afrique de l'Ouest et au Sahel, CILSS, 40 pages.

AGIR, 2016. Vulnérables mais résilientes : 15 bonnes pratiques développées par les Populations du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, CILSS, 72 pages.

HIEN F, KAMBIÉ J.M., KABORÉ M.T., 2015. Rapport final : étude bilan des acquis du CILSS en matière de Lutte Contre la Désertification. CILSS, 168 pages.

BOTONIE. et SUBSOL B.2012. La mise à l'échelle de la gestion durable des terres au Sahel : des solutions pour une sécurité alimentaire durable., CILSS, Ouagadougou, 7 pages.

CILSS, BRICKS 2017. Bonnes pratiques pour le renforcement de la résilience des populations des pays SAWAP.

CILSS, 2012. Bonnes pratiques agro-sylvo-pastorales d'amélioration durable de la fertilité des sols au Burkina Faso, Ouagadougou, 194 pages.

CILSS, 2010. Capitalisation des actions d'amélioration durable de la fertilité des sols pour l'aide à la décision au Burkina Faso (FERSOL), Ouagadougou, 75 pages.

FERSOL 2009. Récupération des sols fortement dégradés à des fins

sylvo-pastorales : une évaluation quantitative des aménagements mécaniques à partir de la charrue Delfino réalisés par l'ONG REACH au Burkina Faso, 34 pages.

IREM/LCD, 2009. Capitalisation des Expériences de Techniques et Technologies de Lutte Contre la Désertification. Recueil de fiches de bonnes pratiques, CILSS, 42 pages.

LAMIEN N., OUEDRAOGO S.J, SANOGO S.J., SANOGO D., KOUYATE A.M., TOUGUANI A., VOGNAN G., TAPSOBA D., PARKOUDA C., BAYALA, J. 2018. Catalogue régional des arbres et arbustes alimentaires des terroirs sahéliens et soudaniens d'Afrique de l'Ouest : vers une meilleure valorisation de leurs potentiels nutritionnels. Lien : <https://goo.gl/XD1M1f>.

SANGARÉ et al., 2022. Innovations et Bonnes Pratiques Scientifiques et Techniques pour accroître la résilience face aux chocs et crises dans les pays du Sahel. Actes du Forum de Partage des Innovations et Bonnes pratiques de Résilience au Sahel du 29 au 30 novembre 2021, CILSS/INSAH, 285 pages.

SANGARÉ et al., 2021. La résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle : où en sommes-nous au Sahel ? Catalogue de bonnes pratiques résilientes à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, CILSS/BAD-projet P2RS, 146 pages.



ANNEXES

Annexe 1 : Liste des projets consultés

AGROSOC	Programme majeur « Recherches agro-socio-économiques »
PASR/AO	Programme d'action sous régional de lutte contre la désertification en Afrique de l'Ouest et au Tchad
IREM/LCD	Programme Initiative Régionale Environnement Mondial et Lutte Contre la Désertification
PRS	Programme Régional Solaire
PREDAS	Projet Régional de promotion des Énergies Domestiques et Alternatives au Sahel
FLCD-RPS	Lutte contre la désertification pour la réduction de la pauvreté au Sahel-Fonds Italie
PRGDT	Programme Régional de Gestion Durable des Terres et d'adaptation aux changements climatiques au Sahel et en Afrique de l'Ouest
FERSOL	Projet gestion de la Fertilité des Sols
FSTP	Programme thématique de sécurité alimentaire
ENRACCA-WA	Enhancing the resilience and adaptive capacity to climate change through integrated land, water and nutrient management in semi-arid West Africa
PRADPIS	Programme Régional d'Appui au Développement de la Petite Irrigation au Sahel
GCCA	Alliance Mondiale contre le changement climatique
FFEM/CC	Projet intégration de l'adaptation au changement climatique dans les secteurs de l'agriculture et de l'eau en Afrique de l'Ouest
BRICKS	Renforcement de la résilience par le biais de services liés à l'innovation, à la communication et aux connaissances
PAACC	Projet d'Appui aux capacités d'Adaptation aux Changements Climatiques au Sahel
PROCELOS	Promotion des petites et moyennes entreprises de transformation des produits agro-alimentaires
AP3A	Projet Alerte Précoce et Prévision des Productions Agricoles

AGIR	Alliance Globale pour les Initiatives de Résilience
NUSAPPS	Initiative Nutrition, Sécurité Alimentaire et Politiques Publiques au Sahel
PRAPS	Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel
PREDIP	Projet Régional de Dialogue et d'Investissement pour le Pastoralisme et la transhumance au Sahel et dans les pays côtiers de l'Afrique
PARIIS	Projet d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel
PAGR-SANAD	Projet d'Appui à la Gouvernance Régionale de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et l'Agriculture Durable
P2RS	Programme de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel
UPSCALERS	Upscaling Site-Specific Climate-smart Agriculture and Land-use practices to Enhance Regional Production Systems in West-Africa
PRISMA	Projet de recherche et innovation pour des systèmes agro-pastoraux productifs, résilients et sains en Afrique de l'Ouest

Annexe 2 : Liste des bonnes pratiques et expériences capitalisées

N°	Bonnes pratiques	N°	Bonnes pratiques
Bonnes pratiques de conservation des eaux et des sols			
1	Culture en contour selon bandes de niveau	30	Cultures alternées ou rotation des cultures
2	Bandes enherbées	31	Cloisonnement
3	Construction de petites digues/murets sur les pentes	32	Agriculture de conservation des eaux et des sols (AC)
4	Cordons pierreux	33	Technologie des saillants de la patate douce
5	Rotation de cultures	34	Demi-lunes
6	Digue filtrante	35	Diguettes en terre
7	Billonnage	36	Fascines de végétaux ou lignes de tiges
8	Fixation des dunes	37	Lutte contre l'acidification des sols
9	Mise en défens	38	Land Rotation
10	Lutte contre la salinisation des sols	39	Soil band and Cut off drain is efficacy
11	Micro-barrages	40	Minimum de labour
12	Technologie de culture en terrasse « Banc Konso »	41	Cultures multiples/Diversification des cultures
13	Murets (ou murettes) en pierre	42	No tillage or Zero tillage
14	Périmètres irrigués villageois	43	Pratique lutte anti-érosive
15	Restauration des sols salés	44	Régénération de la mangrove
16	Production du sorgho à travers l'application de la technique de la récolte de l'eau	45	Plantation des plants de couverture ou pratique de jachère
17	Bandes semi-circulaire	46	Régénération naturelle assistée
18	Association de cultures	47	Cultures en couloirs
19	Sous-solage	48	Terrasses
20	Tranchées manuelles	49	Végétalisation des diguettes
21	Zaï (manuel et mécanique)	50	Culture en sillons
22	Champs écoles paysans	51	Cultures associées
23	Itinéraires techniques	52	Labour à plat et labour cloisonné
24	Labour en courbes de niveau	53	Les buttes dans les casiers
25	Lutte traditionnelle contre le striga	54	Monticules
26	Récupération des terres encroûtées par la technique des V en pierres	55	Traitement phytosanitaire pour l'usage du bio-pesticide de neem
27	Système du Sillon_corniche	56	Rotation des cultures
28	Scarifiage	57	Semences améliorées

N°	Bonnes pratiques	N°	Bonnes pratiques
29	Labour associé au paillage de chaume	58	Corniches attachées
Bonnes pratiques de fertilisation des sols			
59	Apport des engrais organiques et minéraux sur les cultures	69	Légumineuse Mucuna sp avec des cultures annuelles
60	Association sorgho-niébé	70	Champignons (GIFERC)
61	Épandage du fumier de ferme	71	Fertilisation localisée par microdose
62	Banque fourragère	72	Gestion intégrée de la fertilité des sols
63	Utilisation des plantes de couverture	73	Maintien du Potentiel Productif (MPP)
64	Restitution des résidus de récolte	74	Paillage ou Mulching
65	Promotion des Parcs agroforestiers	75	Pratique de parçage des animaux
66	Production et utilisation du compost	76	Résidus de cultures sur pied
67	Restauration des sols par la rotation céréales - légumineuses	77	Mulching (Using rice straw to improve soil condition)
68	Restitution des résidus de récolte	78	Utilisation de fientes
Bonnes pratiques de foresterie et d'agroforesterie			
79	Reforestation et/ou Re-végétation	91	Mise en défens
80	Agroforesterie	92	Protection des berges des cours d'eau
81	Brise-vent	93	Reboisement
82	Culture en couloirs	94	Reboisement des flancs de montagnes
83	Défrichement contrôlé	95	Reforestation
84	Forêt communautaire	96	Régénération de la mangrove
85	Haies vives	97	Semis de Noix de Doum (Hyphaene thebaïca)
86	Jardins polyvalents villageois au sein de la Grande Muraille Verte	98	Régénération Naturelle Assistée et reboisement du rônier
87	Le bocage	99	Régénération Naturelle Assistée (RNA)
88	Légumineuse arbustive Cajanus cajan avec des cultures annuelles	100	Réducation de forêt réservée détériorée par la mise en œuvre du système langue (agroforesterie)
89	Régénération par semis direct	101	Tapis herbacé ou Mulching
Bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles			
102	Animal (fumier)	147	Feu précoce

N°	Bonnes pratiques	N°	Bonnes pratiques
103	Banques fourragères	148	Foyers améliorés
104	Biocharbon ou biochar	149	Gestion intégrée de nutriment
105	Compostage	150	Jachère améliorée
106	Système d'agriculture composée	151	Jachère améliorée sur les terrasses
107	Fourneaux améliorés à charbon de bois (Jambar)	152	Agriculture mixte (intégration agriculture – élevage)
108	Couloirs de transhumance	153	Meule casamançaise
109	Culture Résidus	154	Mise en défens
110	Délimitation des couloirs de passage et aires de pâturage	155	Exploitation des ressources forestières ligneuses
111	Utilisation des Bois Raméaux Fragmentés (BRF)	156	Confection et utilisation des meules de paille
112	Utilisation de légumineuses	157	Lutte contre les feux de brousse
113	Normes d'exploitation durable du bois de feu	158	Technologies d'utilisation d'engrais organiques
114	Pare-feu	159	Planter Sans Arroser (PLASA)
115	Séchage et caisson chauffe-eau solaire	160	Système de gestion traditionnelle du sol
116	Bassin piscicole	161	Bassins de rétention d'eau pluviale
117	Brise-lames	162	Construction d'impluviums
118	Construction de retenues d'eau (barrages et boulis)	163	Construction de bassins de captage d'eau (check-dam)
119	Bassins en terre	164	Bassin de rétention
120	Interconnexion des bassins de rétention	165	Micro-irrigation à cuvette « Koglogo »
121	Technologie du gabion organique	166	Puits maraîchers
122	Fosses de rétention	167	Stockage de l'eau de pluie (boulis)
123	Épis (ouvrages d'aménagement de la côte marine)	168	Systèmes de micro-irrigation de surface à petite échelle
124	Systèmes de micro-irrigation goutte-à-goutte	169	Cultures en terrasses
125	Aménagement des bas-fonds	170	Voies d'eau
126	Surcreusement des mares naturelles	171	Aménagement forestier
127	Agroforesterie	172	Banquettes d'infiltration et de culture
128	Banquette agro-sylvo-pastorale sur plateau érodé	173	Banquette agricole sur glacis
129	Barrage de sable	174	Bushfire Management and Control
130	Construction de seuils d'épandage	175	Digue anti-sel

N°	Bonnes pratiques	N°	Bonnes pratiques
131	Construction de seuils en gabions	176	Technique d'excavation
132	Programme de développement de la plantation de forêt	177	Fixation biologique des berges avec des ligneux
133	Délimitation des zones pastorales et zones de pâtures	178	Gestion des déchets liquides : cas des eaux usées
134	Correction de ravines	179	Jachère améliorée petite saison
135	Fixation des dunes	180	Écobuage
136	Délimitation et balisage des pistes à bétail	181	Lutte contre le sida cordifolia
137	Gestion des déchets solides : cas de boue de forage	182	Plan national de Contingence de Marée noire national
138	Haies vives	183	Bandes de cultures
139	Culture en terrasses	184	Technique du gabionnage
140	Mise en défens	185	Tranchée valarani nardi
141	Protection de points d'eau contre l'ensablement	186	Tranchées manuelles de reboisement
142	Végétalisation des berges de cours et de plan d'eau au moyen du végétier	187	Windbreak (Construction of walls against blowing wind)
143	Restauration des carrières	188	Utilisation du niveau à eau pour les ACN
144	Végétalisation des diguettes	189	Biodigesteurs
145	Protection végétale des berges des cours d'eau	190	Service d'information pour les éleveurs-GARBAL
146	Surcreusement des mares naturelles	191	Fauche et conservation du fourrage
Bonnes pratiques organisationnelles			
192	Gestion des aires protégées	212	Champ École Paysan (CEP)
193	Assurance agricole	213	Chantiers d'aménagement forestier
194	Balise d'alerte précoce d'inondation	214	Chartes foncières
195	Banques de céréales	215	Étude d'impact environnemental et social
196	Bocage sahélien	216	Fenaison (coupe et conservation du fourrage)
197	Délimitation et balisage de pistes à bétail et de transhumance	217	Financement Fonds Spécial en faveur de l'Environnement (FSE)
198	Gestion communautaire des forêts	218	Approche de travail contre nourriture
199	Gestion des feux en milieu rural	219	Foyer amélioré

N°	Bonnes pratiques	N°	Bonnes pratiques
200	Jardins fourragers (Banque fourragère)	220	Sédentarisation et reconversion progressive des éleveurs
201	Gestion communautaire d'un site de récupération de terres	221	Gestion participative des ressources forestières et fauniques
202	Gestion participative des ressources valorisant les PFNL (VDS)	222	Gestion participative du foncier rural (Ganzourgou)
203	Gestion participative des terroirs	223	Labor-share_ Approach
204	Approche formation et visites (T&V)	224	Plateformes d'Innovation Multi-Acteurs
205	Approche de mobilisation de masse	225	Unités pastorales pour la gestion concertée de l'espace pastoral
206	Médiation entre Éleveurs et Cultivateurs au Tchad (MEC)	226	Plateformes d'innovation
207	Plan d'occupation et d'affectation des terres	227	Plan d'action national d'adaptation au changement climatique
208	Pratique traditionnelle de mobilité du bétail et de la transhumance	228	Zones Villageoises d'Intérêt Cynégétiques (ZOVIC)
209	Renforcement des capacités des producteurs dans l'application de GDTE	229	Gestion des bois sacrés
210	Sensibilisation intégrée	230	Écovillages
211	Stabulation du bétail	231	Villages climato-intelligents
Bonnes pratiques de résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutrition			
232	Coupons et bons contre vivres	241	Nourriture contre Travail
233	Repas commun ou dîner commun	242	Coupons et bons contre vivres
234	Cash for work (espèce contre travail)	243	Food for work (nourriture contre travail)
235	Habbanaye ou habbanaaji	244	Caisse de résilience
236	Association Villageoise d'Épargne et de Crédit (AVEC)	245	Groupes d'Apprentissage et de Suivi des Pratiques d'Alimentation du nourrisson et du jeune enfant (GASPA)
237	Déstockage stratégique	246	Plateforme multifonctionnelle
238	Cadre harmonisé	247	Jardins polyvalents villageois
239	Maison du paysan	248	Séchage solaire des denrées alimentaires
240	Greniers de Sécurité Alimentaire (GSA)	249	Centres de collecte du lait local et banques aliments bétail
		250	Recomposition du troupeau

**CILSS - Comité Permanent Inter-États de Lutte
contre la Sécheresse dans le Sahel**

03 BP 7049 Ouagadougou 03 - BURKINA FASO
Tél. : +226 25 49 96 00 - Fax : +226 25 37 41 32
Email : administration.se@cilss.int
www.cilss.int